

Pouvoir d'emprunt—Loi

Si nous continuons de la sorte, de plus en plus de Canadiens seront sans travail, de moins en moins d'impôts seront perçus et les dépenses gouvernementales continueront d'augmenter. C'est un cercle vicieux. Le gouvernement doit faire preuve d'un plus grand sens des responsabilités. Nous n'en avons pas vu la trace chez nos vis-à-vis. Je dois voter contre ce bill, je le crains. Heureusement, nous aurons très bientôt l'occasion de défaire ce gouvernement au moment des prochaines élections.

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Monsieur le Président, je voudrais poursuivre sur le même ton empreint d'une certaine gravité employé par mon collègue de Portage-Marquette (M. Mayer). Je m'étonne que les députés ministériels soient si peu nombreux à participer à ce débat sur un bill qui est d'une importance aussi fondamentale pour l'avenir de nos enfants et des générations futures. Il est heureux que les Canadiens aient la possibilité de suivre ce débat à la télévision. Ce spectacle devrait influencer fortement leur décision, au moment de déposer le bulletin de vote dans l'urne vers le mois de novembre prochain.

Je voudrais mettre en perspective l'ampleur de la somme que le gouvernement demande au Parlement et aux Canadiens l'autorisation d'emprunter. Le gouvernement demande à emprunter 30 milliards de dollars en un an. Cela représente plus de \$1,000 pour chaque homme, femme et enfant au Canada. Le déficit accumulé atteint déjà près de \$16,000 par contribuable. Ce bill augmentera de quelque \$3,000 en un an la dette de chaque contribuable canadien.

Ces chiffres ne laissent pas une impression très favorable au téléspectateur ou à l'électeur moyen. C'est sous cet angle qu'il faut envisager la question. Sur les 100 milliards de dollars environ que le gouvernement entend dépenser au cours de l'année financière, somme qui, soit dit en passant, est neuf fois supérieure au budget du gouvernement lorsque le premier ministre sortant (M. Trudeau) est arrivé pour la première fois au pouvoir, 40 p. 100 relèvent de l'autorité d'un seul ministre, le ministre responsable de l'enveloppe de la politique sociale. Ces programmes d'assistance sociale et d'aide distribuée sous forme de pensions, d'allocations familiales, d'assurance-chômage, et autre programmes importants qui composent ce qu'on appelle le «filet de sûreté» des Canadiens, sont maintenant en péril.

Nous avons oublié ce qui constitue le moteur de notre économie, c'est-à-dire l'activité industrielle, l'exploitation de la technologie et le travail productif auxquels la majorité des Canadiens, et particulièrement les jeunes, devront consacrer leur énergie si nous voulons nous débarrasser à l'avenir de ce fardeau que nos vis-à-vis libéraux font peser sur les épaules des générations futures. Sur ce budget, donc, 40 milliards seront dépensés à des programmes sociaux. Or, on nous demande aujourd'hui l'autorisation d'emprunter 30 milliards, soit les trois quarts de l'argent nécessaire pour défrayer ces programmes sociaux. Je doute que le Canadien moyen se rende compte que 20 milliards du budget prévu pour cette année serviront à payer les intérêts sur la dette tandis que 10 milliards seulement seront consacrés au développement économique.

Sur un budget de 100 milliards, 40 milliards iront donc aux programmes sociaux, 20 milliards au service de la dette, 10 milliards au développement économique, 5 milliards à la défense nationale et quelques autres montants plus modestes à d'autres fins. Il importe que les Canadiens comprennent que si nous n'avons pas à déboursier chaque année 20 milliards en

frais d'intérêt sur la dette, nous pourrions consacrer 30 milliards au développement économique. Nous pourrions nous engager dans les sphères supérieures de la technologie et financer les programmes de recyclage nécessaires. Nous pourrions écouler sur les marchés internationaux toute une série de produits intéressants et concurrentiels. Notre pays pourrait se mettre à produire, à fabriquer et à vendre toutes sortes de biens partout dans le monde. Au lieu de cela, nous trainons un déficit qui va coûter 20 milliards au gouvernement cette année, la moitié des sommes que l'on consacra aux programmes sociaux. Le gouvernement veut ajouter 30 milliards de dollars au déficit brut pour équilibrer le budget. Cela donne une idée de la gravité du problème.

• (1740)

Le gouvernement nous demande, par le projet de loi C-21, d'autoriser l'emprunt de 30 milliards de dollars supplémentaires, même si le budget qui a été présenté à la Chambre il y a quelques semaines prévoit des besoins qui ne se montent qu'à 25 milliards. Pourquoi, monsieur le Président, le gouvernement veut-il 30 milliards? En fait, le déficit budgétaire est de 30 milliards, mais le gouvernement, dans le budget présenté par le ministre des Finances (M. Lalonde) il y a quelques semaines, faisait savoir qu'il n'avait pas réellement besoin de ces 4 milliards supplémentaires.

Savez-vous pourquoi le gouvernement n'avait pas réellement besoin de cet argent, monsieur le Président? C'est parce que la majorité provient des fonctionnaires de ce pays. La plupart des besoins comptables, figurant au chapitre des recettes fédérales, viennent des cotisations des employés de la Fonction publique à leur régime de pensions, qu'ils soient membres de l'administration, des Forces armées ou de la GRC. Le gouvernement prétend prendre cet argent et le déposer dans un compte de pension alors qu'en fait il l'utilise pour réduire ses emprunts de quelque 3 milliards par année. Essentiellement, monsieur le Président, le gouvernement vole ses propres employés pour répondre à ses besoins d'argent liquide. Il a ensuite l'audace de venir à la Chambre et de demander 5 milliards de plus que les besoins mentionnés au budget. N'est-ce pas effroyable, monsieur le Président?

Je regardais le dernier aspirant à la direction du parti libéral annoncer sa candidature à la télévision, l'autre soir, et parler du déficit. Je ne peux pas reprendre son jargon, mais il a déclaré quelque chose qui voulait dire que le Canada est structurellement un pays différent des autres où les déficits font partie du mode de vie. Il nous a dit pourquoi nous avons des déficits, monsieur le Président. L'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), le dernier à annoncer sa candidature à la direction du parti, disait que nous avons des déficits parce que les Canadiens économisent beaucoup. Il a dit que si nous n'avions pas de déficits, il n'y aurait pas d'obligations d'épargne du Canada dans lesquelles les gens pourraient placer leurs économies. Il l'a expliqué très clairement. Il essayait simplement de justifier le déficit en disant que les Canadiens avaient besoin de déposer leur argent quel que part.

Ce ministre se déclarait d'accord avec d'autres députés qui ont fait remarquer que l'épargne personnelle au Canada se monte à 32 milliards. Nous avons un déficit de 30 milliards et le ministre, qui veut devenir premier ministre, a dit que nous